

Une Mère qui flanche: Hebe de Bonafini de l'extrémisme verbal de gauche au capitalisme national

Après avoir porté une pancarte en 1986 « Indemnisation = prostitution » et fait pression pour que les Mères refusent de toucher des aides du gouvernement (toutes les Mères n'ayant pas le haut niveau de vie de Hebe de Bonafini et ses sources de financement privées et étatiques), voici quelques raisons de se méfier de ses positions. A sa décharge, il faut reconnaître que la passivité des autres Mères, la stupidité de l'argumentation de ne pas émettre de critiques « pour ne pas faire le jeu de la droite » ont renforcé des aspects égotistes et déséquilibrés.

“ Je me sens totalement marxiste, socialiste, révolutionnaire. Je veux vivre comme je l'entends, j'y consacre ma vie et nous sommes ce que nous disons car nous luttons contre les structures oppressives [...] ” (Madres de la plaza de Mayo *Résister c'est vaincre*, Bayonne, 2000, p. 167 – 1996 ?-).

-A propos du 11 septembre "Pour la première fois les Etats-Unis ont dû payer pour tout ce qu'ils ont fait pendant toute leur vie", a déclaré Bonafini à Radio Continental et à Radio 10. " (La Nación, 10.10.01)

- L'Association des journalistes a émis une déclaration de soutien à Horacio Verbitsky [célèbre journaliste spécialisé dans la dénonciation des liens entre l'Eglise et la dictature], agressé verbalement par Hebe de Bonafini: "Verbitsky est un serviteur des Etats-Unis, il reçoit un salaire de la Fondation Ford et, en plus d'être juif, il est totalement pro nord-américain". En réponse, on peut lire: *Nous les Mères nous critiquons Horacio Verbitsky parce que c'est un agent nord-américain, non pas parce qu'il est juif. [...] je disais que [...] que Verbitsky, parce que c'est un agent nord-américain et qu'il touche de l'argent de Ford, était, comme juif, un de ceux qui appuyaient le massacre des Palestiniens.* (25.10.01)

- A propos de la mort d'une ex collaboratrice Dispersion des cendres de Rivelli, le jeudi 12 février 2004, par les Mères de place de Mai Línea Fundadora, (dans la petite enceinte grillagée de la



Place) durant de longues années trésorière et collaboratrice de Bonafini, dans l'indifférence du groupe de Mères de Bonafini, avec leurs drapeaux, qui poursuit sa ronde (de l'autre côté des grilles) à quelques mètres sans s'arrêter.

-A propos de la présidence Kirchner “L'Association des Mères de place de Mai, que préside Hebe de Bonafini, fera les 25 et 26 janvier la dernière des marches historiques de 24 heures qui avaient lieu depuis 25 ans. [...Bonafini a dit] D'abord beaucoup d'entre nous ont du mal à supporter toute la marche, certaines même à marcher, et de plus, nous sommes conscientes que nous n'avons plus d'ennemi à la Casa Rosada

[présidence]" (Clarín, 14.01.06).

Le portail de Lavaca [2006, également sur le site des Mères pro Bonafini] a publié cette interview intéressante:

-Pour nous l'essentiel est qu'il [le président Kirchner] dise que nos enfants sont ses camarades. C'est très fort. Et que nous sommes ses mères. Qu'il dise cela est plus important que la récupération de la Escuela de Mecánica de la Armada [un des grands centres de torture]. Mais il y a en outre les autres actions qu'a faites le président : quand il paie la dette du FMI. J'ai parlé avec des personnes du Venezuela, avec des gens de partout, et ils m'ont dit : c'est bien de payer, pour être indépendant du FMI. Là j'ai compris.

Intervieweur -Mais Hebe...

- Et je t'explique que je vais le comprendre si l'argent qu'on n'envoie pas au Fonds, on le place dans quelque chose pour résoudre la famine et le chômage. C'est pourquoi nous le demandons tous les jeudis sur la Place : Distribution de la richesse maintenant (les Mères ont remplacé ce slogan au précédent "Pas de paiement de la dette externe").

Intervieweur - Quand sera "maintenant" ? Vous savez que les "maintenant" que promettent les gouvernements sont un peu inclassables.

- Maintenant c'est maintenant. Il ne faut pas attendre, les gosses continuent à mourir de faim. Il ne me semble pas que tout soit aussi mal qu'avant : il y a plus de travail dans le bâtiment, par exemple, les maîtresses de maison touchent une retraite et je trouve cela merveilleux ; ceux qui ont 70 ans avec une simple démarche peuvent toucher une pension qui n'existait pas auparavant [existait dans l'Espagne franquiste et la monarchie hollandaise depuis les années 50]. C'est également formidable que les latino-américains, tous nos compagnons des pays voisins puissent avoir des papiers. Si nous ne savons voir alors que ce président est différent, que c'est un nouveau moment politique, que l'unité latino-américaine est une possibilité, que faisons-nous ? Les accords avec Chávez, ces gazoducs impressionnants de 8.000 km [...]

Il me semble que ce que fait ce président n'a rien à voir avec le réformisme et que c'est une transformation. Il n'est pas socialiste, certes. Mais il est en train de transformer les choses pour le socialisme. Je le répète : chaque pays est distinct. Fidel est une chose, une révolution incroyable. Chávez a fait une révolution, et grâce aux votes. Les gens ont voté pour un révolutionnaire, un type qui dit qu'il n'a pas mis ses armes sous son lit, mais qu'il les a à côté. Evo Morales, un indigène qui est arrivé aussi par les votes : c'est inattendu. Qu'ils se réunissent pour avoir des projets en commun montre, à mon avis, qu'ils se passe quelque chose que nous ne pouvons négliger, au-delà du fait qu'il y a encore des choses [désagréables] qui ont lieu. Nous continuons à demander la distribution de la richesse, nous voulons savoir où elle est et qu'on fasse des choses avec.

Je peux parler avec le président avec une très grande cordialité, confiance. Je lui dis beaucoup de choses et il me dit : " Grondez-moi, ça me fait du bien que vous me grondiez, vous êtes comme ma maman ". Qu'un président me dise ça... C'est pourquoi nous continuons à critiquer et à dénoncer et que nous recevons des dénonciations afin que nous les portions. On nous dit : Mères, dites ça, protestez, réclamez.

Intervieweur - Mauvais symptôme, ces gens ont peur de parler, ou bien elles voient que leur demande est inutile si ce n'est pas vous ou quelqu'un comme vous qui l'a faite ?

- Je ne sais pas, mais je viens d'appeler à Tartagal quand on a mis des gens de Mosconi en prison. J'ai traité de tous les noms le commissaire, et je l'ai averti que j'allais venir. Finalement ils ont été relâchés.

- Lettre à Hebe "[...] Je veux te dire que nous, de nombreuses mères nous n'allons pas abandonner cette lutte que nos enfants ont commencée. Nous continuerons à demander justice, à exiger que l'armée par l'intermédiaire de l'Etat, réponde pour tous et chacun de nos enfants et que nous, les mères qui réclamons leurs corps, nous ayons une réponse et qu'il y ait une réponse pour les nouveaux disparus d'aujourd'hui. [...] un enfant meurt de dénutrition toutes les deux heures, alors qu'au lieu d'un vrai travail, on jette des bons ou des paquets de nourriture avec les misérables plans chef de foyer. En dépit des promesses avec une telle marginalisation et d'indigence, on rembourse avant terme le FMI, on flirte avec l'impérialisme, on ne pense pas aux enfants, ce qui indique une absence totale de projet de pays. Il devient plus incompréhensible de comprendre ta déclaration que les disparus le sont pour toujours.

*Ils ne disparaîtront jamais. " Celina Kofman, Mère de la place de Mai, Santa Fe
[<http://www.construyendomemoria.com.ar/kofman.htm> 21.03.06]*

Que pensez-vous de la décision nous de Hebe de Bonafini de mettre fin aux marches de la résistance ?

[Nora Cortiñas] La marche de la résistance va continuer. C'est une résistance contre l'oubli, la justice, la non information pour qu'on me dise ce qui s'est passé avec nos enfants. La marche la résistance ne finit par parce que Madame Hebe de Bonafini l'a décidé. Il nous semble que c'est une décision erronée de sa part. Nous, nous les Mères, nous ne conditionnons pas notre cause au jugement de valeur politique plus ou moins bon que nous faisons d'un président démocratique. [...] Nous reconnaissons que Néstor Kirchner a pris des décisions pour les droits de l'homme du passé, contre l'impunité, ce qu'aucun président n'avait. Mais nous maintenons notre indépendance, un respect mutuel, et notre lutte continue à ce qu'il y a encore dans ce pays trop de questions non résolues. Même les droits socio-économiques pour lesquels ont combattu nos enfants, ce sont

également des droits de l'homme, qui continuent à être foulés aux pieds dans l'Argentine où vivent quatorze millions de pauvres. Il n'est pas question d'être ou ne pas être contre le gouvernement. Il y a des décisions que nous n'aimons pas, comme l'envoi de troupes à Haïti, une militarisation qui ne convient pas à un prix très pauvre, qui a besoin de nourriture et de médecins, et non pas des militaires. Cela me produit véritablement de la honte et de la douleur. " La Capital, 12.02.06.

Le site *rebelion*, 05.12.08, publie « Les employés de Mères place de Mai en grève parce qu'on ne leur paie pas leur salaire », écrit par les travailleurs de la Radio des Mères. La fondation des Mères est en crise et son gérant Sergio Schoklender [fils adoptif de Bonafini après sa sortie de prison pour l'assassinat de ses parents]. Elle a reçu depuis 2006 plus de 50 millions de pesos [15 millions d'euros] du gouvernement des Kirchner (données publiées par le Boletín Oficial), et elle est supervisée par Felisa Miceli depuis son limogeage du poste de ministre de l'Economie, après le scandale des 200.000 dollars et plus trouvés dans les toilettes de son bureau, jamais justifié, raison pour laquelle elle est toujours l'objet d'une procédure judiciaire. Depuis plusieurs mois, les travailleurs de la radio, l'université et les ouvriers des logements en cours sont en grève. La radio est en grève depuis le 2 décembre, mais diffuse l'espace de Bonafini, pour montrer que c'est une protestation contre *la convoitise et le caractère de nervi patronal de Schoklender, qui depuis des années se charge précisément de détruire le prestige [des Mères] pour de l'argent, avec la complicité d'un gouvernement qui négocie les droits humains de la même manière qu'il prétend blanchir les fonds des délinquants qui ont fait fortune en pillant le pays et en faisant des placements à l'étranger.[...]*